

EPARGNE ET CRÉDIT EN CÔTE D'IVOIRE : DE L'ANALYSE DES LOGIQUES ET PRATIQUES SOCIALES DE LA FAIBLE BANCARISATION DES COOPÉRATEURS DE L'ENTREPRISE COOPÉRATIVE DES AGRICULTEURS DE MÉAGUI (ECAMOM)

Hubert Kouassi KOUADIO

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

kouadiokouassi383@Yahoo.Fr

&

Dali Serge LIDA

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

sergedali.Lida@Gmail.Com

Résumé : Sur la base d'une enquête qualitative (entretien semi-directifs, individuels et de focus group), cet article analyse le rapport des paysans à la banque au prisme de la théorie du comportement adaptatif de Edouardo Chia, Michel Petit et Jacques Brossier (2002). (45) personnes ont été interrogées dans cette étude. La collecte des données a été menée dans la commune de Méagui auprès des acteurs de la coopérative ECAMOM (35) Personnes interrogées avec les catégories suivantes : conseil d'administration, les délégués de sections, les magasiniers et les personnes au simple statut de paysan. Quant aux acteurs de la microfinance partenaire ADVANS Côte d'Ivoire (10) personnes ont été interrogées dont : le conseil clientèle, direction générale, agents de terrains. Cette étude est une analyse des logiques et pratiques sociales qui sous-tendent la faible adoption de l'épargne en tant qu'innovation bancaire chez les coopérateurs d'ECAMOM dans le cadre du projet ADVANS. L'analyse des données aboutit au résultat principal suivant : la faible adoption de l'innovation bancaire chez les coopérateurs d'ECAMOM découle des imaginaires sociaux de l'argent. Ce résultat se décline en trois points : i) la perception dépréciative de l'éloignement des institutions bancaires, une ressource idéologique de légitimation de la faible adoption de l'innovation bancaire, ii) le caractère secret de l'épargne, comme pratique et imaginaire freinant l'adoption de l'innovation bancaire, iii) la pauvreté, un référent idéologique de la faible adoption de l'innovation bancaire d'ADVANS.

Mots clés : Banque, épargne, innovation bancaire, coopérateurs, Méagui

Abstract: Based on a qualitative survey (semi-structured, individual and focus group interviews), this article analyzes the relationship of farmers to the bank through the prism of the theory of adaptive behavior by Edouardo Chia, Michel Petit and Jacques Brossier (2002). (45) people were interviewed in this study. Data collection was carried out in the municipality of Méagui from the actors of the ECAMOM cooperative (35) People interviewed with the following categories: board of directors, section delegates, storekeepers and people with simple peasant status. As for the actors of partner microfinance ADVANS Côte d'Ivoire (10) people were interviewed including: customer advice, general management, field agents. This study is an analysis of the logics and social practices underlying the low adoption of savings

as a banking innovation among ECAMOM cooperators within the framework of the ADVANS project. The analysis of the data leads to the following main result: the low adoption of banking innovation among ECAMOM cooperators stems from social imaginaries of money. This result can be broken down into three points: i) the disparaging perception of the remoteness of banking institutions, an ideological resource for legitimizing the low adoption of banking innovation, ii) the secret nature of savings, as practical and imaginary slowing the adoption of banking innovation, iii) poverty, an ideological benchmark for the low adoption of ADVANS banking innovation.

Keywords: Bank, savings, banking innovation, cooperators, Méagui

Introduction

La question de la faible bancarisation constitue une problématique prégnante de l'actualité économique et des pouvoirs publics du continent africain. De facto, le taux de bancarisation du continent est de 10% contre 99% en France, 26% en Asie du Sud, et 43% en Asie du Nord (Mminele, 2014). Plus spécifiquement, la faible représentativité des institutions bancaires et des établissements financiers dans le monde rural s'explique pour la plupart par la chute des institutions financières chargées du financement de cet espace. Ces institutions furent principalement la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA)¹ d'Afrique. En effet, la chute de la BNDA de la Côte d'Ivoire à titre illustratif, en plus de la Banque de Financement pour le Développement Agricole (BFA)² a suscité une méfiance des populations du milieu rural vis-à-vis des banques. Il est à noter que la disparition répétée des banques du paysage rural a favorisé progressivement le développement d'une autre forme d'institutions financières en l'occurrence les microfinances ; aboutissant ainsi à la libéralisation du secteur bancaire dans ce milieu. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de bancarisation dont les promoteurs sont la microfinance ADVANS³ et l'Entreprise coopérative ECAMOM. Ce projet visant la forte bancarisation des cacaoculteurs de ladite coopérative est décliné en diverses actions telles que : la mise en place de stratégies d'incitations à l'épargne bancaire, le renforcement du paysage bancaire, la création de la proximité par le biais de services

¹ Banque Nationale pour le Développement Agricole initiée par les pouvoirs publics dans les années 1980 pour le financement et la mobilisation de l'agriculture

² Banque de Financement pour le Développement Agricole initiée pour les mêmes raisons que la BNDA

³ ADVANS est une microfinance internationale qui se déploie dans le monde agricole en vue de financer et de mobiliser l'épargne.

financiers numériques, l'assouplissement des conditions monétaires ainsi que la présentation des avantages qui y sont associés.

Notons que de nombreuses études économiques abordent la question de la bancarisation sous l'angle de ses déterminants sociaux ainsi que de ses impacts dans le développement économique d'un pays ou d'une région (Patrick (2016) ; Fischer Montalto, (2010) ; Josh Martin ; David Myhre et Nisha Singh (2013) ; Sophie (2011) ; Azanlekro Yaovi, (2012) ; Gloukoviezooff (2002 ; Solène (2007, 2008) ; Uemoa (2016, 2017). Des études plus spécifiques à la Côte d'Ivoire s'intéressent également à la question de la faible bancarisation et de son impact sur l'économie nationale en amont et en aval des acteurs du monde rural et son impact sur les conditions de vie précaires de ces acteurs et de leurs revenus (Koizan (2019) ;(UEMOA 2015, 2016, 2017) ; (Yavo 2007, 2012) ; (BCEAO 2012). Cependant, une infime partie des études se consacre à l'analyse de la faible adoption de l'épargne des acteurs agricoles à l'égard des institutions bancaires dans un cadre de partenariat entre institutions (banques, microfinances) et coopératives agricoles. Cette perspective met en lumière les résultats insatisfaisants de la libéralisation du secteur financier, des politiques publiques, d'institutions bancaires et financières ainsi que la coopération voire le partenariat, coopérative et institutions financières.

Le projet de bancarisation, les politiques et mesures d'accompagnements entraînent de facto une reconfiguration des rapports sociaux et de nouvelles pratiques économiques. Ce nouvel espace de fonctionnement apparaît donc comme le produit de l'innovation bancaire que constitue l'épargne en considérant le principe selon lequel l'innovation revêt avant tout un caractère social (Schumpeter, 1957). Dès lors, le problème qui apparaît ici est qu'en dépit de l'innovation bancaire proposée aux coopérateurs d'ECAMOM⁴ en vue de l'amélioration de leur condition de vie et du rehaussement du niveau de bancarisation, l'on constate une faible adoption de ladite innovation par les coopérateurs. L'objectif de cet article est donc de comprendre :

⁴ ECAMOM : Entreprise Coopérative des Agriculteurs Modernes de Méagui qui siège au sud-ouest dans la région de la Nawa

comment les représentations sociales associées à l'innovation bancaire entraînent-elles sa faible adoption par les coopérateurs d'ECAMOM ?

Cet article, qui se veut une contribution sociologique à la compréhension de la faible bancarisation (épargne) des paysans, analyse ce phénomène comme découlant d'une problématique d'adaptation des innovations bancaires aux réalités des acteurs du monde agricole.

1. Méthodologie de l'étude

D'un point de vue méthodologique, l'étude s'inscrit dans une approche qualitative. Sur la base de cette posture, les entretiens semi-directifs ont été menés en Côte d'Ivoire dans la commune de Méagui dans les mois d'août, septembre, octobre 2019 et novembre 2020. Cette commune se présente comme la boucle cacaoyère depuis les années des indépendances jusqu'à nos jours produisant les $\frac{3}{4}$ du cacao ivoirien. Elle fait montre d'un brassage culturel d'allogènes venus des différentes régions du pays et de la CEDEAO⁵ en miniature. Cette étude a concerné les acteurs de la coopérative ECAMOM (le conseil d'administration, les délégués de section, les magasiniers et les paysans) et des acteurs de la microfinance partenaire ADVANS (conseillers clientèle, administrateurs, agents de terrain). Le choix des acteurs pour la réalisation de cette étude s'est fait par la technique d'échantillonnage par choix raisonné. En effet, la sélection des participants à l'étude a été faite par le recours à des contacts sur le terrain. Les participants à l'étude ont été choisis par leur susceptibilité à fournir des informations ressources. Ainsi, leurs différentes fonctions occupées dans la coopérative et les banques ont servi de critères de sélection dans la réalisation de cette étude pour ce qui concerne les magasiniers, les délégués et les acteurs du conseil d'administration. Les acteurs du simple statut de paysan ont été sélectionnés selon la quantité de cacao produit, le nombre d'hectares et de leur rapport à la microfinance ou pas. Sur cette base, 45 personnes interrogées ont constitué l'échantillon. La taille de l'échantillon s'explique par la redondance et la saturation des données. Ce chiffre a donc été obtenu par le principe de saturation et de redondance des informations.

⁵ CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

L'approche qualitative est mobilisée afin de rendre compte de la faible bancarisation par l'analyse des perceptions et des pratiques sociales ensuite les rendre intelligibles à partir de la théorie du comportement adaptatif de (Edouardo Chia, Michel Petit et Jacques Brossier 2002).

2. Résultats de l'étude

L'analyse de contenu thématique, appliquée au corpus de données obtenues a permis d'aboutir au résultat principal suivant à savoir : les imaginaires socioculturels de l'argent constituent des représentations sociales entraînant la faible adoption de l'innovation bancaire chez les coopérateurs d'ECAMOM. Ce résultat principal est articulé autour de trois sous-axes qui sont déclinés de la manière suivante : i) la perception dépréciative de l'éloignement des institutions bancaires, une ressource idéologique de légitimation de la faible adoption de l'innovation bancaire, ii) le caractère secret de l'épargne, une pesanteur culturelle freinant l'adoption de l'innovation bancaire, iii) la pauvreté, un référent idéologique de la faible adoption de l'innovation bancaire d'ADVANS.

2.1. La perception dépréciative de l'éloignement des institutions bancaires, une ressource idéologique de légitimation de la faible adoption de l'innovation bancaire

Les représentations sociales associées aux banques comme étant destinées à certaines couches sociales relativement riches sont celles qui structurent le rapport des paysans aux systèmes bancaires et financiers. Les coopérateurs d'ECAMOM se représentent la banque de façon générale comme une institution destinée à un type de couche sociale aisée. Cette couche sociale aisée, en question, renferme des catégories sociales, de personnes nanties, riches, salariées et autres. Donc, cette perception vis-à-vis de la banque fait appelle à une catégorisation de l'espace social bancaire. De ce fait, une telle représentation sociale des banques et des institutions financières participe à la disqualification volontaire et sociale du paysan aux services bancaires. Ces représentations sociales d'être nanties, riches et de salariés se présentent comme des

ressources sociales d'éligibilité ou de visa construit par le cacaoculteur dans le cadre institutionnel et interactionnel de l'espace social de la banque.

En effet, cette couche sociale renferme les commerçants, les hommes d'affaires, les fonctionnaires de l'administration publique et privé de la zone et à ceux qui sont surtout riches. Ces différentes catégories sociales ci-dessus sont dotées de revenus réguliers et consistants selon le paysan. Se situant ainsi dans un contexte de revenus momentanés ou dits saisonniers, le paysan construit des perceptions diverses de cette situation de revenus irréguliers comme des barrières sociales à l'accès aux institutions financières et exclut sa catégorie sociale de paysan à la banque. Pour le cacaoculteur donc, être capable de coopérer avec une institution financière requiert un statut socioéconomique stable et de revenus réguliers qui est plus incarné par l'homme de la ville, le citoyen. Le verbatim ci-dessous traduit cette réalité sociale : *« Ils ont une idée arrêtée sur les banques en tout cas les populations du domaine rural ont une idée arrêtée sur les banques et les personnes des banques ou bien, ils supposent que les banques sont réservées à des personnes qui ont de l'argent. » Extrait d'entretien n°9*

Définissant ainsi la banque à un cercle social de personnes, le paysan perçoit le monde bancaire comme un environnement social étrange à son savoir-être et à son savoir-faire. Les institutions financières et bancaires sont physiquement absentes du champ social des cacaoculteurs. Ces acteurs sont pour la plupart peu présents dans les grandes villes. Ils sont surtout dans des villages et des campements. L'espace social villageois ainsi dépourvu des institutions financières et bancaires consolide les imaginaires sociaux des paysans faits aux banques. Cette faible présence d'institutions financières dans les villages fabrique et oriente leur manière de se représenter les institutions financières et leur exclusion sociale comme le champ social d'interaction des acteurs sociaux de la ville avec toutes les catégories sociales qui la composent.

En outre, les politiques sociales des banques sont en marge du producteur de cacao. A savoir : la rare implémentation des banques dans les villages et l'absence de politique propre à l'inclusion bancaire du cacaoculteur. Ces facteurs d'exclusion sont ceux qui légitiment les représentations négatives et différenciées que les cacaoculteurs se font des banques et des institutions financières. Ainsi, ils légitiment leur lien faible à celles-

ci. Cependant, les institutions financières et bancaires mobilisent des ressources sociales d'intégration des acteurs de la ville. Cette politique d'inclusion des acteurs du monde urbain se dessine avec des produits et services bancaires adaptés à leur situation socioprofessionnelle contrairement au monde rural agricole et plus spécifiquement pour le cacaoculteur. Le paysan se représente de ce fait, la banque comme un cadre institutionnel vecteur de violence symbolique. Le rebondissement et la redéfinition de leur image par leur implémentation dans certaines villes crée ainsi une proximité et même l'introduction typique de ce projet ADVANS qui est destiné au producteur de cacao. Il semble se réduire à toute satisfaction d'inclusion bancaire. Car les perceptions sociales en termes d'implantation physique des banques et les pratiques bancaires méconnues dans leur ensemble sont celles qui disqualifient et excluent socialement le paysan à travers les produits et services proposés avec les normes de fonctionnement et de régulation des rapports sociaux. Les institutions bancaires et financières sont représentées par ces paysans fonctionnant comme des réseaux.

Cette stratification sociale associée à la banque confère au paysan la dernière place dans la construction sociale de sa propre strate. Ainsi, la construction de cette strate et du rang social que le paysan s'érige sont les formes de barrières sociales à l'adoption de l'innovation bancaire dans le cadre le plus spécifique de ce projet d'épargne. La position sociale du paysan dans cette stratification est celle qui lui permet de redéfinir le projet épargne du partenaire dans un autre contexte que la leur.

2.2. Le caractère secret de l'épargne, une disposition idéologique et pratique à la base de la faible adoption de l'innovation bancaire

Le caractère secret de l'épargne et le caractère individuel de l'argent sont des pesanteurs culturelles qui freinent l'adoption de l'innovation bancaire que constitue le projet épargne ADVANS. Les acteurs du monde agricole (les paysans) mobilisent la perception autour de l'argent selon laquelle, l'argent est marqué par le secret et l'individualité. En effet, le tabou secret que l'on associe à l'argent ici s'inscrit dans une

forme culturelle de celui-ci en rapport avec le lien social que celui-ci dégage. L'argent revêt un caractère secret dans cette communauté donc dépourvu de tout caractère spéculatif. Le secret que défend le cacaoculteur ici, est celui du secret bancaire, dont le personnel bancaire est sensé s'interdire de divulguer les informations sur leur clientèle qui est par contre compromis par l'intermédiation à laquelle le producteur de cacao est exposé. Or, dans son milieu social, il n'existe pas un cadre normatif qui régle de tels rapports. Ainsi l'assisté, c'est-à-dire le cacaoculteur s'inscrit dans un rapport social d'imposition et de conflit de valeurs.

L'accumulation de l'argent qui constitue l'épargne qui est dénuée de son caractère premier qui est le secret dans un tel environnement social met en conflit le position et le statut social du paysan. Un tel tabou associé à l'épargne ne favorise pas la participation de ces coopérateurs au projet épargne de leur partenaire. Alors que, c'est le principe de circulation de l'argent comme une économie de pure spéculation par l'assistance des cacaoculteurs qui oriente les usages de l'argent et les pratiques de l'épargne dans cette optique du projet de bancarisation d'ADVANS. Le système social qui renvoie aux interactions structurées en fonction de certains objectifs, et sur les modalités de contrôle et de pouvoir amène le système culturel à se maintenir dans des schèmes opératoires qui proposent des comportements adaptatifs ou de résistance. De facto, l'argent, et avoir un compte bancaire relève de l'intimité personnelle selon les acteurs à l'étude. *« Mais, ça, ce sont des secrets personnels, à la banque, je n'ai jamais vu quelqu'un qui va venir dire, te dire qu'il n'a un compte ou un compte bancaire jamais. C'est le moment, où tu vas faire des opérations à la banque que tu t'en rends compte que, ah lui là, il est ici aussi, et vous causez un peu, mais, c'est-à-dire, ce n'est pas un truc à publier c'est un secret. » Extrait d'entretien n°15*

Cette confiance méthodique dont l'argent fait usage est celle qui actualise les propriétés fonctionnelles de l'argent comme épargne. L'incapacité des acteurs à se prendre en charge dans les transactions et à recourir à l'assistance ou à l'intermédiation dans la gestion de leurs revenus affaiblit l'acteur socialement dans ces capacités de gestion de ses revenus. L'argent étant une source de domination sociale est celui qui définit ses propriétés fonctionnelles dans son espace social. L'épargne de ce fait et

l'argent perdent leurs valeurs intrinsèques, car l'intermédiation ou l'assistance obligatoire à ce niveau, dépouille le cacaoculteur de son intimité financière et aussi socialement à adopter le projet épargne de son partenaire. La déficience du capital humain est celui qui balise dans ce contexte le réseau social d'accès à ce projet épargne cacao.

L'intermédiation bancaire apparaît donc comme un signe de domination sociale dans un tel projet de bancarisation. Par conséquent, avoir un compte bancaire relève de la discrétion entre les membres d'une même communauté et vis-à-vis même de sa propre famille. Les propos de ce producteur ne sont pas à écarter lorsqu'il dit : *« Mais, ça, ce sont de secrets personnels. À la banque, je n'ai jamais vu quelqu'un qui va venir dire, te dire qu'il a un compte ou un compte bancaire, jamais. C'est le moment, ou tu vas faire des opérations à la banque que tu t'en rends compte que, ah lui là, il est ici aussi, et vous causez un peu, mais, c'est-à-dire, ce n'est pas un truc à publier c'est un secret, même pour ta famille. »* Extrait d'entretien n°8

Le recours au secret crée des espaces de liberté et de contrôle à la fois. Car le secret représente une ressource d'individualisation de toute première importance et permet aux individus de moduler leur propre image en recombinaison à l'envie les éléments déployés et cachés. La forme écrite s'oppose au secret dans la mesure où elle est objective et expose virtuellement les revenus épargnés du fait de son accessibilité et de son caractère numérique. *« Ça, c'est de déposer de l'argent à la banque. Ça, c'est des secrets personnels. Est-ce que tu vas aller chanter en disant que moi, j'ai gardé de l'argent à la banque non, ça, c'est des choses on ne dit pas. C'est toi seul qui sais que tu as ton argent à la banque. Tu ne peux pas aller te promener pour dire à ton ami où soit tu es quand même quelqu'un qui veut se faire voir ou bien se moque d'autres personnes. Sinon, ce sont des choses secrètes qu'on ne dit pas voilà. Voilà, c'est comme tout de suite, je demandais vous avez combien dans votre poche ? Ce sont des trucs qu'on ne peut pas demander. On ne peut pas dire aussi voilà ah, mais personne ne le sait ça c'est individuel c'est entre lui et son banquier et puis c'est lui seul qui connaît son solde. »* Extrait d'entretien n° 4

Ainsi le caractère dépourvu de l'acteur dans l'intimité de ses revenus contraire à la construction première faite à l'argent dispense toutes formes de composition avec la banque dans un tel processus en coopérant avec des proches dans la gestion de leurs revenus. Or, la diffusion généralisée de l'argent a largement contribué à la révolution de l'individualisme par les pratiques telles que le digital. L'argent joue en effet un rôle central dans la construction de l'identité du producteur en tant qu'une personne sociale. Être propriétaire qui signifie être propriétaire de soi-même, c'est-à-dire de sortir de la dépendance dans laquelle il était au sein d'une communauté de voisinage ou d'une famille d'appartenance. Donc, l'argent ainsi que sa gestion personnelle permet d'exister en tant qu'individu, en tant que personne n'ayant la libre disposition de soi, capable de nouer des relations avec autrui dans un contexte d'indépendance ou, au moins, d'autonomie.

Ne pouvant pas retenir les différentes syntaxes ou remplir un bordereau de retrait ou de dépôt sans l'assistance de qui que ce soit, le paysan devient du coup un individu à personnalité fragile, car mal inséré socialement dans ce projet, il devient gravement incompetent dans la gestion de ses revenus. Désormais, son solde et son seul code secret de banque ou mobile perdent leurs valeurs et leur statut de secret.

2.3. Le statut de vulnérabilité comme une ressource de légitimation de la faible adoption de l'innovation bancaire

La pauvreté se présente comme une logique sociale qui légitime la faible adoption de l'innovation bancaire dans le cadre du projet épargne cacao entre la microfinance ADVANS et l'entreprise coopérative ECAMOM. Autrement dit, les paysans à l'étude se définissent comme des acteurs sociaux économiquement fragiles. Pour ce fait, ils mobilisent des ressources sociales pour leur survie. L'insuffisance de ressources préalables à leur existence subordonne l'épargne et fait place à l'économie de subsistance. Ainsi, la formation d'une épargne dans un tel contexte social est quasiment impossible. Cette précarité économique détermine leur faible rapport à la banque. Ce verbatim ci-dessous corrobore bien ce qui suit : « *Nous, on se débrouille oh.* »

Extrait d'entretien

Cette courte phrase ci-dessus est l'expression courante des coopérateurs d'ECAMOM enquêtés. En d'autres termes, cela insinue la situation de vulnérabilité économique de ces acteurs à constituer une épargne. Cette situation se présente comme le facteur principal de la faible adoption des produits et services de leur partenaire plus particulièrement celui du projet épargne. Aussi, faut-il noter cette débrouillardise de ces planteurs dans une perspective du producteur à être aux défis des investissements en capital symbolique. Ces acteurs ont pour la plupart de nombreux enfants à charge. Ces enfants à la charge du cacoculteur peuvent avoir des statuts différents. Certains sont parfois des écoliers, collégiens, lycéens et d'autres charges comme la responsabilité vis-à-vis de la famille large. En subvenant aux besoins de ce moult d'acteurs, le producteur n'arrive pas à connaître cette stabilité économique pouvant lui permettre de constituer une épargne proprement dite. Ces charges familiales et communautaires qui lui incombent, s'inscrivent dans une logique sociale d'assoir positivement son statut familial et social en tant que maître d'une famille et membre d'une communauté. Les économies du producteur sont de ce fait en déséquilibre à sa charge sociale. Ses ambitions propres de pouvoir constituer une épargne bancaire ne peut se solder par une distanciation sociale de l'épargne bancaire. Les dits de ce responsable du conseil d'administration soutient ce qui suit : *« Il y a la pauvreté, il ne faut pas oublier ce côté-là, parce que, ce n'est pas tous les producteurs qui peuvent avoir en moyenne, je peux dire en moyenne cent mille francs par mois. Donc du coup, sur 100 personnes qui peuvent quand même, tu peux voir qu'il y a au moins 10 personnes qui peuvent garder leur argent durant 6 mois ou durant un an voilà. Or par contre, peut-être 60 pour cent ne peuvent pas. Janvier, février, ils n'ont plus rien. (...) Il n'arrive même pas à joindre les deux bouts et tu lui demandes de garder de l'argent à la banque. C'est difficile, il y a ça aussi. Il faut comprendre ah oui, ça, c'est la réalité aussi, qui existe ça, on ne peut pas l'ignorer. Voilà, ce n'est pas que tous ces producteurs-là sont à l'aise, et puis au moins ils gagnent des millions et ils refusent de garder au moins 100 milles sur les millions. Non ce n'est pas comme ça, voilà donc, il y a ce facteur qu'il faut en tenir compte. »* Extrait d'entretien n°2

Le paysan, en passant en priorité l'entretien des liens sociaux, à travers des investissements immédiats et personnels sans transition aucune, absorbe ses

économies pouvant lui permettre de participer à la formation d'une épargne bancaire. Les charges familiales et communautaires du cacaoculteur sont défavorables à la formation d'une épargne bancaire. Ces charges sont de plusieurs ordres tels que : les charges au niveau du cadre académique relatif à ses enfants et à ses neveux, le volet alimentaire, le volet sanitaire ainsi que certains devoirs sociaux vis-à-vis de lui-même et de sa communauté. Toutes ces différentes charges sont un ensemble constitutif de la précarité économique qui asphyxient le rapport social du cacaoculteur à la banque et à l'épargne.

Cet investissement à plusieurs niveaux est cette forme d'épargne en capital symbolique puisqu'il induit une certaine forme d'exigence et de réciprocité. Autrement dit, l'investissement symbolique vise à assoir l'image et la responsabilité du chef de famille qui le contraint socialement à cet investissement à participation sociale. Ainsi, ces nombreuses dépenses se logent dans une dynamique de pratiques communautaires dans l'optique de mieux entretenir et d'assurer l'intégration sociale de l'acteur vis-à-vis de ses siens. Le paysan dans cette dynamique d'investisseur et d'entrepreneur, rentre dans un aspect de destruction du surplus et de non capitalisation des revenus.

Les économies annuelles du producteur sont disproportionnées à ses dépenses. Ces économies ne lui permettent pas de couvrir ses dépenses. De cette situation, il est conditionné à faire des prêts pour sa survie. Ces prêts de nature diversifiés qu'il sollicite absorbent ses futures économies par remboursement. Finissant de rembourser, la plupart des cacaoculteurs ne peuvent que solliciter d'autres prêts pour leur survie et pour la préparation de la future saison d'économie. Cette dépendance de prêt dans lequel le planteur est entraîné l'exclut économiquement et socialement à ce projet d'épargne du partenaire. « *Bien sûr, aujourd'hui, si on vous donne l'état des prêts, de prêt scolaire, tout genre de prêts, je ne sais pas. Je n'ai pas les chiffres exacts. Je peux donner une estimation de 2014, 40 millions et 2015, 15 millions vous voyez ce que ça fait déjà et en 2012 180 millions* » et les « *10 milles tonnes d'intrants pour la campagne d'intrants pour la campagne d'intrants pour la campagne d'intrants pour la campagne 2017-2018 environ 325 millions* » Extrait d'entretien n°4

Par ailleurs, cette précarité économique des coopérateurs d'ECAMOM est d'une part liée par les aléas de la traite. Ces aléas sont tels que : le manque de pluies ou de pluies en abondance, et d'autre part, la confrontation à certaines pandémies et bien d'autres. L'investissement dans la préparation de la traite est acquis par le biais de la coopérative sous formes de prêt. La préparation de la traite se traduit par l'entretien des champs qui se fait avec les fertilisants comme les engrais, les produits phytosanitaires, le balayage du champ. A ces prêts en nature, s'ajoute d'autres types de prêts comme les prêts scolaires que les producteurs ont recours pendant la préparation de la traite dans des situations difficiles et à l'entame de l'année académique. Ces différents types de prêts font du producteur un créancier permanent qui ne peut se limiter qu'à solder ses crédits afin de pouvoir être rééligible aux crédits de la prochaine traite.

Le déséquilibre entre l'investissement pour la préparation de la traite sans une prévision probable de la récolte à la hauteur de l'investissement paralyse les économies du cacaoculteurs et le plonge dans des situations de prêts au lendemain des traites cacaoyères. Le réseau coopératif s'entretient ainsi par le remboursement des prêts. De fait, le remboursement des prêts se présente comme un impératif afin de pouvoir être rééligible au prochain prêt. L'entretien du réseau coopératif se présente comme un facteur social qui défait le lien social des coopérateurs à la microfinance ADVANS. Le producteur se retrouve à la fin de la saison cacaoyère avec des revenus assez moyens ne lui permettant pas de couvrir toutes ses dépenses jusqu'à la prochaine traite.

Dans cette situation sociale, les producteurs se représentent la banque non pas comme une institution destinée à l'épargne, mais une institution qui doit les secourir dans leur situation de vulnérabilité. Par ailleurs, dans leur rapport à la microfinance partenaire, les cacaoculteurs de par leur précarité économique se positionnent comme des acteurs qui doivent bénéficier de l'assistance permanente de leur partenaire. C'est pourquoi, ils se donnent la définition commune de la microfinance ADVANS comme : « *ADVANS, notre amie, c'est une banque des planteurs, c'est une banque qui aide les planteurs.* » Extrait d'entretien n°6 ; 7 ; 8 ; 12 ; 13 ; ...

Par conséquent une telle représentation des acteurs d'ECAMOM qui définissent leur partenaire qui vient les secourir dans leur vulnérabilité rentre dans un contexte paradoxal avec le projet du partenaire qui consiste à les inculquer des valeurs d'épargne bancaire. En effet, ces coopérateurs assistés et secourus continuellement par la microfinance dans la fourniture des produits intrants, phytosanitaires, et des prêts scolaires se reconstruisent leur partenaire comme étant un acteur qui compatit à leur souffrance de toujours vouloir les assister. Car, ils se définissent comme des démunis et non des acteurs qui prennent l'identité d'acteurs capable de pouvoir participer à une formation d'épargne chez leur partenaire de par leur situation sociale de pauvreté.

3. Discussions des résultats

Le résultat principal de cette étude, selon lequel, les imaginaires sociaux de l'argent constituent des représentations sociales entraînant la faible adoption de l'innovation bancaire chez les coopérateurs d'ECAMOM est mis en évidence par plusieurs travaux. Les travaux de (Tocqueville A, 1830) font un dépassement du sous résultat de la perception dépréciative des banques et de la microfinance partenaire. Cette perception selon laquelle, la microfinance est définie par les cacaoculteurs comme une banque des planteurs qui vient les secourir et les aider est cette cause que cet auteur nomme « d'immorale ». La charité de cette microfinance en question à fournir des prêts de natures différentes à la coopérative est cette immoralité qui distancie les coopérateurs d'ECAMOM au projet épargne cacao de leur partenaire. Cette perception de la microfinance qui aide et qui secourt les planteurs part de cette mauvaise approche de la microfinance partenaire à vouloir construire le capital-confiance sur la base des prêts sous forme d'aide. Cette charité de façon permanente absorbe l'esprit d'épargne et de prévoyance, car elle subordonne les deux mobiles qui sont la subsistance et l'amélioration qui sont déjà assouvies par le droit à l'assistance.

Les travaux de (Katona 1975) corroborent le résultat relatif au secret que les cacaoculteurs mobilisent autour de l'argent. L'incapacité des paysans à gérer de façon responsable et autonome leurs revenus et à entreprendre des transactions dans la discrétion est un moteur de démotivation à aller vers la microfinance partenaire. Selon

cet auteur, trois tendances d'habitudes peuvent inciter le rapport à l'épargne entre citoyens et banque que l'on trouve parmi la population : (1) contractuelle (2) discrétionnaire et (3) résiduelle. La deuxième tendance dont l'épargne discrétionnaire est volontaire, mais limite les possibilités d'accès de l'acteur non pas par les moyens qu'il dispose, mais par les objectifs qu'il poursuit selon la théorie du comportement adaptatif.

En effet, (Raymond B 2007), fait un dépassement lorsqu'il postule que les logiques individuelles sont celles qui dominent l'activité sociale. Ici, le secret et le caractère individuel qui structurent le rapport des paysans à l'épargne est cette agrégation dotée des intentions individuelles qui sont motivées de sens. La reconstruction de cette propriété collective faite à l'argent à partir des propriétés individuelles, permet au paysan de maîtriser le jeu social, le contrôle de soi et la pression sociale de l'investissement symboliquement.

Les acteurs de la coopérative mettent en avant le caractère individuel et secret de l'argent. Ces différents liens sociaux d'intermédiation dans le processus d'épargne du partenaire ADVANS inscrivent les acteurs de la coopérative dans une économie spéculative qui est naturellement opposée à leur culture et à leur perception de l'épargne.

Giraud (2008) écarte l'idée d'intermédiation de l'épargne. Il part du fait que l'épargne et la dépense sont inséparables. En effet, il avance des dépenses leur caractère « visible » et de l'épargne un caractère « caché ». Il y a donc là, une forme de relation sociale, de construction idéologique de l'épargne (l'argent accumulé) comme secret d'un côté et d'une forme de mise à distance sociale de l'autre.

Conclusion

L'étude postule les imaginaires sociaux associés à l'argent comme des représentations sociales qui sont à la base de la faible adoption de l'innovation bancaire chez les coopérateurs d'ECAMOM. Ce résultat principal est articulé autour de trois éléments. Premièrement, l'on mentionne que les paysans ont une perception dépréciative qui contribue à la légitimation de la faible adoption de l'innovation bancaire. Deuxièmement, l'on note le caractère secret de l'épargne qui apparaît comme une perception qui freine l'adoption de la bancarisation. Et enfin, la pauvreté est mobilisée comme un référent idéologique de la faible adoption du projet épargne bancaire d'ADVANS. Les fondements de la faible bancarisation ainsi relevés présentent des propriétés de dissimulation extérieure telle que le contrôle de soi, l'autonomie, l'amortissement des conflits de valeurs. En effet, le caractère spéculatif dans le fonctionnement de la microfinance assure la disqualification volontaire des cacaoculteurs. Ce caractère qualifié de spéculatif compromet la quête d'une identité. L'identité dans cette optique qui se heurte à sa phase de socialisation dans le processus d'appropriation de l'espace par lequel le cacaoculteur accède à l'être social, construit les modalités de son être ensemble dans l'adoption de ce projet.

Références bibliographiques

- Azanlekro Yaovi, « Déterminants de l'épargne domestique dans l'UEMOA », Université de Lomé Togo, Master en Economie et Développement, 2012, p. 1-36.
- BCEAO, Rapport annuel, Revue économique et monétaire, n°16, 2014, p. 37-177.
- Raymond Boudon, « Essais sur la théorie générale de la rationalité », Presse Universitaire de France, 2007, Paris
- Chia Edouardo, Michel Petit et Jacques Brossier, « Gestion de l'exploitation agricole familiale. Eléments théoriques et méthodologiques », Educagri éditions/ENESAD/CNERTA, Nouvelle éditions 2002, p. 1-20.

- Alexis De Tocqueville, « De la démocratie en Amérique, Souvenirs, l'Ancien Régime et la Révolution, tome 1 », Paris, éditions Gallimard, 1986.
- Giraud Claude, « De l'épargne et de la dépense. Essai de la sociologie de l'organisation et de l'institution », Paris, éditions L'Harmattan, 2008, P.75-120.
- Gnasinhounde Agossou Jacques, Les déterminants sociaux de la faible bancarisation- UEMOA, Université polytechnique du Bénin, Master Banque et Finance, 2007, p. 40-55.
- Josh Martin, Myhre David et Singh Nisha, L'épargne comme la pierre angulaire, Citi Foundation, 2013, p. 11-64.
- Jacquelot de Patrick, Quand l'Inde détruit 86% de sa monnaie du jour au lendemain..., 2016
- Katona Georges, psychological economic, New York : Elsevier, ,1975, p. 1-20.
- Koizan Adou Guy, Côte d'Ivoire/Bancarisation : le taux global d'utilisation des services financiers connaît une hausse de 23%, @BIDJ@.n.net, , 2019.
- Lida Dali Serge et Koffi Kra Valérie, Les logiques sociales d'épargne chez *les entrepreneurs* de l'Association des commerçants de Niangon Sud (ACN-Sud), Revue Sociétés & Economies, LAASSE, N°2, p.1-16.
- Lida Dali Serge, L'épargne comme objet de la sociologie : une analyse cursive et empirique, Revue Société & Economie, Les Annales du LAASSE, n°01-2015, p. 35-51.
- Lida Dali Serge, Les enjeux des dépenses de participations chef les ménages à pourvoyeurs retraites, Etude de cas à Abidjan, Les lignes de Bouaké-la-Neuve, N°6, 2015, p. 1-13.
- Montalto Fischer, Les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois, 2010, p.42-48.

Mminele Aron Daniel, Quelles formes doit prendre l'activité bancaire transfrontalière en Afrique, *Revue d'économie financière*, Numéro 2014/4, n°116, 2014, P.305-314.

Rapport Annuel UEMOA, Sur le fonctionnement et l'Evolution de l'union, Décembre 2016, p. 40-94.

Servet Jean Michel, « Epargne et liens sociaux : études comparées d'informalités financières », *cahiers Finance, éthique, confiance*, 1995, p. 305

Soko Constant, Finance informelle, microfinance et financement du développement à travers la mobilisation de l'épargne et l'organisation du microcrédit. Pratiques des acteurs et viabilité des institutions, Thèse unique de Doctorat, université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2001.

Morvant-Roux Solène, , Rapport exclusion et lien financiers microfinances pour l'agriculture des pays du Sud, Editions Economica, Paris, France, 2008-2009, p. 1-24

Schumpeter Alois Joseph, *Théorie de la monnaie et de la banque*, Paris, 2005, Harmattan.

Tasque Sophie, La lutte contre l'exclusion bancaire des particuliers. Une perspective franco-américaine, dans *La revue de l'IRES* 2011/3 n°3, 2011, p. 61-88.

YAO Gnabeli Roch, 2011, L'anthropologie sociale dans les universités ivoiriennes entre domination et marginalisation, in *Journal des Anthropologues*, n°126-127.

YAO Gnabeli Roch, 2002, Lutttes politiques et reconstruction des identités collectives en Côte d'Ivoire (1990-2001), in *Journal des Anthropologues*, *Revue de l'Association Française des Anthropologues*, n°88-89, Paris.